

MiCA : répondre à l'exigence prudentielle sans geler votre trésorerie

L'essentiel à retenir en 6 points

Webinaire du 29 janvier 2026 avec Laurent Billard (Onlynnov) et Arnaud Touati (Hashtag Avocats)



Calendrier : la date limite est ferme

La période transitoire se termine le 30 juin. Sans agrément MiCA, c'est cesser l'activité.

Un passeport UE

Une fois agréé, le règlement MiCA permet **d'opérer dans les 27 pays de l'Union Européenne** via le mécanisme de passeport.

Exigence prudentielle : un montant à respecter

L'article 67 impose de disposer **du montant le plus élevé** entre : seuil fixe selon activité : 50k ; 125k ; 150k (annexe IV) ou 25 % des frais généraux fixes N-1

⚠ « Les exigences prudentielles ne se cumulent pas : c'est le seuil le plus élevé qui s'applique. Il doit être respecté en continue et justifiable à tout moment. » – Arnaud Touati

Possibilité de se substituer à l'exigence prudentielle avec une assurance

L'article 67 prévoit explicitement la possibilité de souscrire à une assurance remplaçant l'obligation de fonds propres.

L'assurance doit répondre à des critères précis

Couvrir les activités dans l'ensemble des États membres où le PSCA exerce ; Être délivrée par un tiers indépendant pour une durée minimale d'un an ; Prévoir un préavis de résiliation d'au moins 90 jours ; Être rendue publique ; Garantir un socle de risques précis.

⚠ « Toutes les activités doivent être couvertes, sinon ce n'est pas recevable au regard des exigences MiCA. » – Laurent Billard

4 critères pour arbitrer entre fonds propres vs assurance

- **Situation de trésorerie actuelle** : Disposez-vous de la trésorerie suffisante pour immobiliser le montant prudentiel sans compromettre votre BFR et vos projets de développement ?
- **Perspectives de croissance** : Une forte croissance anticipée plaide pour préserver la trésorerie (assurance). Une activité stable peut supporter l'immobilisation (fonds propres).
- **Coût d'opportunité du capital** : Quel rendement pourriez-vous obtenir en investissant ce capital ailleurs ? Comparez ce coût implicite au coût de la prime d'assurance.
- **Stratégie à long terme** : L'assurance offre une protection réelle en cas de sinistre. Les fonds propres ne vous protègent pas en cas de défaillance opérationnelle.

⚠ La détention de trésorerie en crypto ne permet pas, en l'état, de répondre directement à l'exigence prudentielle : elle implique une conversion en euros.
L'assurance apparaît comme une alternative réglementaire, mais aussi comme un levier de confiance dans un marché fragilisé par les fraudes. Elle ne relève donc pas uniquement de la conformité MiCA, mais participe pleinement à la crédibilité et à la solidité perçue de l'acteur.